

Extrait du CGT Crédit Agricole

http://cgta.net/article.php3?id_article=346

Introduction au Collectif de janvier

- Editorial -



Date de mise en ligne : vendredi 20 février 2015

CGT Crédit Agricole

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter en mon nom et celui du bureau nos meilleurs vœux pour cette année 2015. Cette année qui à peine commencée est endeuillée par l'ignoble assassinat de 17 personnes connues ou anonymes dans l'exercice de leur métier.

Nous condamnons avec force cette attaque terroriste contre Charlie Hebdo qui a provoqué une immense vague d'émotion, de colère et d'indignation dans tout le pays et bien au-delà.

Des centaines de milliers de personnes sont descendues spontanément dans les rues dans toutes les villes de France. La CGT avec les autres syndicats ouvriers a appelé manifester, la liberté d'expression étant au centre des mots d'ordre et des discussions. Puis le gouvernement suivi par l'ensemble de la classe politique au nom de l'union sacrée, de l'union nationale reprennent le mot d'ordre et appellent à cette grande et impressionnante manifestation. Une formidable manifestation chargée d'émotions regroupant quelques 3 millions de citoyens sincères, de toutes origines sociales religieuses ou politiques. Tous unis dans la douleur et la peur.

La confusion règne néanmoins, puisque si les motifs de la population mobilisée sont clairs, ceux de nos politiques le semblent moins. Nous retrouvons ainsi unis, au premier rang de cette manifestation sous haute surveillance, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité l'ensemble de la classe politique et plus de 50 chefs d'état et de gouvernement représentants de l'Europe, d'Amérique, de Emirats, d'Israël avec Benjamin Netanyahu, de Turquie avec Erdogan. Au-delà, de cette Unité Nationale, il y a l'unité Européenne, l'unité des représentants du capital, ceux qui trouvent l'occasion de « défendre à peu de frais » ce qu'ils bafouent le reste du temps. En France, d'ailleurs tout est bien dans le meilleur des mondes médiatiques dont les maîtres s'appellent Bouygues, Dassault et Bolloré.

Parce qu'il est essentiel pour nous de réfléchir, de comprendre et d'informer sur les racines du mal, de trouver les raisons qui conduisent des hommes endoctrinés à devenir des criminels. Il ne s'agit pas de trouver des excuses à ceux qui basculent dans l'intégrisme, dans l'obscurantisme mais de trouver dans l'histoire de notre société, de notre civilisation, les causes profondes issues de l'exploitation de l'homme par l'homme. Notre rôle de syndicaliste est d'éveiller et d'élever les consciences au-delà du communautarisme, des religions et des croyances. Notre classe doit d'abord trouver ou retrouver sa liberté d'expression si souvent attaquée au sein même de nos entreprises. Notre communauté ouvrière nationale et internationale est en danger ! Nous devons appeler à l'Unité internationale des travailleurs. La classe dirigeante et le gouvernement « socialiste » profiteront de ces attentat et de l'émotion qu'il suscite pour détourner l'attention des travailleurs de la crise, de ses conséquences sociales désastreuses et de la politique réactionnaire qui est menée dans l'intérêt d'une poignée de grands patrons C'est le sens des appels de la droite et du gouvernement « L'union nationale », qui doivent être fermement rejetés par les organisations de gauche de la jeunesse et des travailleurs.

« Nous sommes en guerre » , ont répété en boucle des politiciens et des journalistes, depuis une semaine. Or, si une « guerre » de grande ampleur est en cours, dans ce pays, c'est celle que mènent le patronat et le gouvernement contre les droits démocratiques, les conditions de travail, le niveau de vie et les conquêtes sociales de la masse la population.

L'« union nationale » réclamée par tant de monde ne mettra pas un terme à cette guerre. Au contraire, ces appels visent à désarmer notre camp, détourner son attention et, ainsi, faciliter la mise en oeuvre des coupes budgétaires et contre-réformes, à commencer par le pacte de responsabilité qui a pris effet au premier janvier et la loi Macron qui sera présentée le 26 janvier prochain. Marine Le Pen appelle à « libérer notre parole contre le fondamentalisme islamique » et « à prendre le chemin d'une action efficace et protectrice ».

Elle cherche à attiser un climat de peur dans le but d'en récolter les bénéfices électoraux. Quant à l'action «

protectrice et efficace » dont parle Le Pen, elle pourrait prendre la forme de nouvelles atteintes aux libertés démocratiques, sous couvert de « lutte contre le terrorisme ». Là encore, le mouvement ouvrier doit en avoir conscience et fermement s'y opposer.

Comme on l'a vu à la suite des attentats du 11 septembre 2001, aux Etats-Unis, les lois « anti-terroristes » finissent par être utilisées contre le mouvement ouvrier, et notamment le mouvement syndical.

L'impérialisme français est « en guerre », aussi, en Afrique et au Moyen-Orient, dans le but de défendre, non la « démocratie », non de « grands principes républicains », mais les intérêts des grandes multinationales françaises. Ce faisant, les gouvernements Sarkozy et Hollande ont directement soutenu des forces fondamentalistes, notamment en Lybie et en Syrie.

Ce seul fait souligne la complète hypocrisie des politiciens bourgeois qui, aujourd'hui, posent en défenseurs des « valeurs républicaines » contre le fondamentalisme islamique. Ces derniers mois, Hollande n'a cessé de demander aux Américains d'armer l'opposition « modérée » en Syrie. Mais ces « modérés » sont tous des fondamentalistes.

Ces dernières années, l'impérialisme français a été l'un des principaux soutiens occidentaux du fondamentalisme islamique en Syrie et en Lybie. Il a contribué à les renforcer pour combattre la révolution arabe et défendre les intérêts du capitalisme français.

En fait, sans le soutien direct des impérialistes, le fondamentalisme n'aurait pas survécu. Les impérialistes font alliance avec les fondamentalistes - ou les combattent - selon leurs intérêts du moment, et non pour défendre de grands principes ou la « sécurité » des peuples.

Hier, la France soutenait des djihadistes en Syrie ; aujourd'hui, elle en combat certain tout en finançant d'autres. Nous devons dénoncer cette duplicité et rejeter toute tentative d'exploiter l'attentat contre Charlie Hebdo pour justifier les interventions de l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient.

Les causes fondamentales du terrorisme et du fondamentalisme islamique ne sont pas à chercher dans le Coran, mais dans la pauvreté, l'exploitation, les guerres impérialistes, le racisme et toutes les formes d'oppression que subissent des millions de travailleurs à travers le monde.

En conséquence, on ne pourra pas combattre le fondamentalisme au moyen de discours creux sur les prétendues « valeurs de la République » - de la République capitaliste qui exploite, exclue, licencie, précarise et marginalise toujours plus de monde. Il faut offrir à la jeunesse un programme et des perspectives visant à en finir avec le capitalisme et l'impérialisme.

En France comme ailleurs, c'est donc avant tout à la gauche et au mouvement syndical que revient la responsabilité de saper les bases du terrorisme et du fondamentalisme. Et pour cela, il faut commencer par rejeter fermement toute forme « d'union nationale » avec la droite, la classe dirigeante et son Etat.

Mais dans un même temps, alors que l'actualité économique et sociale nécessitait toute notre attention et notre énergie, la CGT a été confrontée à une crise interne sans précédent dans sa médiatisation. Sur le sujet, je vous remercie, vous vous êtes largement exprimés en grande majorité sévèrement contre les dérapages répétés de notre numéro 1 et du bureau Confédéral.

Cette affaire pourra être débattue en fin d'introduction et nous y reviendrons longuement demain matin et à l'heure

où je vous écris, je n'ai pas plus d'information à vous communiquer sur le déroulement du Comité Confédéral d'hier. Croyez bien que je regrette qu'en notre qualité d'adhérent, nous soyons informés par la presse. Notre Fédération après vous avoir consultés, c'est prononcé pour la démission du bureau et du secrétaire.

Nous devons maintenant penser à l'avenir et au-delà les hommes et des places se sont nos positions futures qui seront déterminantes. Les experts interviewés semblent vouloir nous vendre l'idée d'une CGT rénovée qui doit s'inscrire dans le réformisme avec le syndicalisme rassemblé.

Mais laissons les experts dire et rejetons massivement l'idée du syndicalisme professionnel, institutionnalisé, celui même de la bureaucratie fédérale et confédérale qui amène aux dérives d'hier et pire encore à l'accompagnement du capitalisme à travers la sociale démocratie.

A l'Union, nous avons jusqu'ici survécu malgré les attaques continues des patrons, des OS, de notre fédération d'avant le congrès 2014. Congrès progressiste au travers des évolutions d'orientations et de statuts.

Je tenais à vous remercier pour ces batailles passées et espère que nous mettrons autant d'entrain, de convictions, de ténacité, d'opiniâtreté, d'engagement pour que le syndicalisme de luttes, de masse, démocratique et indépendant vive longtemps.

Nous avons bien d'autres sujets à débattre concernant les lois et projets de lois scélérats en cours et à venir, ceux issus de Maastricht et qui nous dirigent tout droit vers le traité transatlantique qui permettra aux multinationales de diriger ce monde avec l'accord de nos politiques.

Oui, nous devons nous lever, tous, à 3, 4, 10 millions dans la rue pour arrêter définitivement le rouleau compresseur, tueur d'Hommes, que mènent le capitalisme, l'impérialisme, la finance.

Après cette formidable mobilisation spontanée de dimanche dernier, contre le terrorisme et l'insécurité qui trouvent leur origine dans l'exploitation continue de la classe ouvrière, après cette formidable mobilisation pour la liberté et la paix nous pouvons espérer que les citoyens, salariés, retraités, sans emploi, demain s'élèveront enfin comme un seul homme pour faire échouer les projets d'austérité en cours et reprendront la main pour faire société nouvelle dont l'économie aura pour devise. Liberté, Egalité, Fraternité, solidarité, loin de performance, excellence et finance.

Nous avons au sein même de notre entreprise et nous le verrons demain, tous les arguments, toutes les bonnes raisons, d'accélérer et renforcer nos luttes.